

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Bromont

Code géographique : 46078

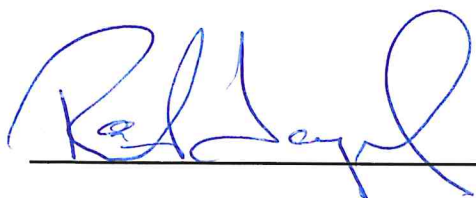
Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Joyal, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-05-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Bromont

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Bromont (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby, le 4 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	24 349 480	25 035 105	24 008 590
Compensations tenant lieu de taxes	2	470 780	499 529	472 469
Quotes-parts	3			
Transferts	4	422 800	1 029 353	3 584 265
Services rendus	5	1 498 078	1 495 325	1 379 898
Imposition de droits	6	2 823 850	3 559 590	2 136 087
Amendes et pénalités	7	353 500	425 723	522 090
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	281 800	329 170	330 085
Autres revenus	10	241 890	1 459 715	4 913 412
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	30 442 178	33 833 510	37 346 896
Charges				
Administration générale	14	3 411 897	3 351 391	3 337 327
Sécurité publique	15	6 138 723	6 511 198	5 786 228
Transport	16	7 155 688	7 365 106	6 939 406
Hygiène du milieu	17	5 223 313	4 999 738	2 418 390
Santé et bien-être	18	63 508	118 667	32 809
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 882 632	4 097 130	3 586 432
Loisirs et culture	20	3 777 647	3 769 940	3 424 354
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 318 510	1 336 953	1 252 484
Effet net des opérations de restructuration	23			1 083
	24	30 971 918	31 550 123	26 778 513
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(529 740)	2 283 387	10 568 383
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		91 000 929	80 432 546
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		91 000 929	80 432 546
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		93 284 316	91 000 929

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 483 184	5 261 758
Débiteurs (note 5)	2	7 075 915	7 076 789
Prêts (note 6)	3	68 347	68 347
Placements de portefeuille (note 7)	4	251 596	217 576
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	43 200	46 300
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	15 922 242	12 670 770
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 053 539	4 330 732
Revenus reportés (note 12)	12	602 033	672 584
Dette à long terme (note 13)	13	51 326 703	50 118 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	55 982 275	55 121 955
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(40 060 033)	(42 451 185)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	133 080 722	133 095 723
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	182 147	245 638
Autres actifs non financiers (note 17)	20	81 480	110 753
	21	133 344 349	133 452 114
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	93 284 316	91 000 929

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(529 740)	2 283 387	10 568 383
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	5 892 096) (	17 273 258)
Produit de cession	3		7 507	220 249
Amortissement	4	5 572 740	5 901 643	5 248 266
(Gain) perte sur cession	5		(2 067)	(211 269)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	5 572 740	14 987	(12 016 012)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		63 491	38 089
Variation des autres actifs non financiers	10		29 273	(43 927)
	11		92 764	(5 838)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		14	268
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	5 043 000	2 391 152	(1 453 199)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(42 451 185)	(40 997 986)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(42 451 185)	(40 997 986)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(40 060 033)	(42 451 185)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 283 387	10 568 383
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 901 643	5 248 266
Autres			
- Gain sur cession immo	3	(2 053)	(211 269)
- Moins-value sur placement	4	25 183	
	5	8 208 160	15 605 380
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	874	1 811 210
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(277 193)	(1 909 493)
Revenus reportés	9	(70 551)	283 057
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	3 100	(8 100)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	63 491	38 089
Autres actifs non financiers	13	29 273	(20 638)
	14	7 957 154	15 799 505
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 892 096)	(17 273 258)
Produit de cession	16	7 507	220 249
	17	(5 884 589)	(17 053 009)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(77 064)	(77 064)
Remboursement ou cession	19	17 861	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(59 203)	(77 064)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	12 903 000	9 635 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 707 682)	(8 600 999)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	12 746	32 266
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 208 064	1 066 267
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 221 426	(264 301)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 261 758	5 520 661
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		5 398
Solde redressé	33	5 261 758	5 526 059
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	8 483 184	5 261 758

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bromont (ci-après la « Ville »), constituée en vertu de la *Loi constituant la Ville de Bromont* (Bill privé 111), est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

Société de développement économique de Bromont (SODEB)

La SODEB, fondée le 26 septembre 2000, est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la troisième Partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*.

Ses buts sont, entre autres, de favoriser le développement économique de la Ville, de faire connaître les avantages économiques, de développer des partenariats avec des entreprises et de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions.

La contribution de la Ville à cet organisme pour l'exercice financier 2019 est de 200 000 \$.

La SODEB est consolidée intégralement (100 %) au rapport financier de la Ville.

b) Partenariats

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (RARCE)

La RARCE est une régie intermunicipale composée des villes de Bromont, Cowansville et Granby.

La RARCE a pour mandat d'exploiter l'aéroport situé au 101, avenue du Ciel à Bromont ainsi que d'y apporter les améliorations jugées utiles.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis à parts égales entre les villes de Bromont, Cowansville et Granby. La quote-part de la Ville pour l'exercice financier de 2019 est de 96 000 \$. L'endettement total net à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

attribuable à la Ville au 31 décembre 2019 est de 6 402 \$. Il n'y a aucun créancier ni débiteur entre la Ville et la RARCE.

La RARCE est consolidée proportionnellement à 33 1/3 %.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement, les taux et les périodes suivants :

Infrastructures	Linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	7, 30 et 40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail	
Véhicules	Dégressive et	8 à 30 %
	Linéaire	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Dégressive et	8 et 15 %
	Linéaire	10 et 25 ans
Autres	Linéaire	1 an

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville et la RARCE sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la «Loi»). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi ont tous été reflétés lors des exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la Note 8 au bas de la page S11-4 sur les effets de la Loi.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

évalués en date du 31 décembre 2019 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce passif n'est pas amorti;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.

En date du 31 décembre 2019, il n'y a pas de montant relatif aux avantages sociaux futurs dont la comptabilisation est reportée.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 8 483 184	5 261 758
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 8 483 184	5 261 758
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 895 678	2 292 819
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 7 493 000	4 775 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la réserve des eaux et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et pour les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Flux de trésorerie

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Intérêts payés au cours de l'exercice	1 157 602 \$	1 026 385 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	323 568 \$	324 432 \$

5. Débiteurs

Taxes municipales	11 1 261 454	1 394 431
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 3 390 940	3 702 250
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 521 173	539 473
Organismes municipaux	15 285 361	220 705
Autres		
- Mutations et contraventions	16 700 701	537 557
- Commission scolaire et autres	17 916 286	682 373
	18 7 075 915	7 076 789
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 248 319	1 507 231
Organismes municipaux	20 183 185	216 005
Autres tiers	21	
	22 1 431 504	1 723 236
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 39 016	32 851

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,39 % à 4,13 % et viennent à échéance au plus tard en 2037.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	68 347	68 347
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28	68 347	68 347
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	251 596	217 576
Autres placements	31		
	32	251 596	217 576
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	43 200	46 300
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	43 200	46 300

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	216 100	168 600
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	490 114	470 063
Autres régimes (REER et autres)	41	1 956	3 007
Régimes de retraite des élus municipaux	42	52 107	41 565
	43	760 277	683 235

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Ville offre à l'ensemble des policiers syndiqués un régime de retraite contributif à prestations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec). En vertu de ce régime, les prestations versées aux policiers syndiqués sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des trois dernières années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 % aux 31 décembre 2019 et 2018) et renouvelable en juillet 2020. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 628 449	1 577 594
Salaires et avantages sociaux	48	668 393	932 710
Dépôts et retenues de garantie	49	1 129 619	1 178 716
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouv. Québec et Canada	53	107 113	106 308
- Intérêts courus sur dette l.t.	54	313 221	299 005
- Allocation départ élus	55	48 452	13 804
- Divers	56	158 292	222 595
-	57		
	58	4 053 539	4 330 732

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	385 000	328 624
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	52 034	56 632
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Parc des Sommets	68	157 222	283 000
- Autres	69	7 777	4 328
-	70		
-	71		
	72	602 033	672 584

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019					2018	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	2,25	2031	2046	73	51 693 000	50 495 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,83	1,83	2020	2020	80	6 402	9 084
					81	51 699 402	50 504 084
Frais reportés liés à la dette à long terme					82(	372 699) (	385 445)
					83	51 326 703	50 118 639

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
		d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2020	84	92	4 671 000	100	109	6 402	117
2021	85	93	4 788 000	101	110		118
2022	86	94	4 350 000	102	111		119
2023	87	95	4 342 000	103	112		120
2024	88	96	4 424 000	104	113		121
2025 et +	89	97	29 118 000	105	114		122
	90	98	51 693 000	106	115	6 402	123
Intérêts et frais accessoires			107 (	)		124 (	)
	91	99	51 693 000	108	116	6 402	125
							51 699 402

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(40 060 033)	126	(42 451 185)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	)	127 (	)
Autres	128 (	)	128 (	)
	129	(40 060 033)	129	(42 451 185)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	130	44 371 437	158 876 332	185 212	45 247 769
Eaux usées	131	25 167 807	159 300 105	186 213	25 467 912
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	78 629 552	160 1 210 668	187 214	79 840 220
Autres	133	9 336 357	161 1 466 564	188 215	10 802 921
Réseau d'électricité	134		162 189	216	
Bâtiments	135	17 678 868	163 232 500	190 217	17 911 368
Améliorations locatives	136	120 554	164 191	218	120 554
Véhicules	137	6 720 439	165 441 494	192 221 905	6 940 028
Ameublement et équipement de bureau	138	3 293 227	166 198 329	193 220	3 491 556
Machinerie, outillage et équipement divers	139	5 372 732	167 164 160	194 221	5 536 892
Terrains	140	16 925 526	168 195	13 222	16 925 513
Autres	141	22 835	169 133 754	196 223	156 589
	142	207 639 334	170 5 023 906	197 221 918	224 212 441 322
Immobilisations en cours	143	1 747 154	171 868 190	198 225	2 615 344
	144	209 386 488	172 5 892 096	199 221 918	226 215 056 666
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	145	17 920 049	173 1 080 365	200 227	19 000 414
Eaux usées	146	14 192 537	174 443 478	201 228	14 636 015
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	22 409 212	175 2 557 951	202 229	24 967 163
Autres	148	3 586 731	176 446 369	203 230	4 033 100
Réseau d'électricité	149		177 204	231	
Bâtiments	150	7 436 052	178 406 470	205 232	7 842 522
Améliorations locatives	151	120 554	179 206	233	120 554
Véhicules	152	4 464 784	180 337 265	207 216 464	234 4 585 585
Ameublement et équipement de bureau	153	2 792 999	181 186 412	208 235	2 979 411
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 345 012	182 331 871	209 236	3 676 883
Autres	155	22 835	183 111 462	210 237	134 297
	156	76 290 765	184 5 901 643	211 216 464	238 81 975 944
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	133 095 723			239 133 080 722
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	240		243	245	247
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246
Valeur comptable nette	242				248
					249

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances	256	61 795	49 669
- Frais reportés	257	19 685	61 084
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	81 480	110 753
Note			

18. Obligations contractuelles

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

selon la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville ainsi que les montants versés pour l'exercice 2019 ont été de 679 529 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville au 31 décembre 2019 est de 283 328 \$.

Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska (MRC)

En vertu du décret 1258-2009 du 2 décembre 2009, la Ville a été détachée du territoire de la MRC de La Haute-Yamaska et est maintenant rattachée à celui de la MRC de Brome-Missisquoi depuis le 1er janvier 2010, et ce, à certaines conditions ayant un impact financier.

Les coûts d'exploitation et d'immobilisations pour la Corporation d'aménagement récréotouristique de La Haute-Yamaska (CARTHY) sont répartis entre les municipalités selon la richesse foncière uniformisée.

Pour l'exercice 2019, la quote-part de la Ville ainsi que les montants versés pour les dépenses de la Corporation d'aménagement récréotouristique de La Haute-Yamaska (CARTHY) ont été de 99 579 \$.

De plus, pour la MRC de La Haute-Yamaska, l'endettement total net à long terme attribuable à la Ville au 31 décembre 2019 est de 100 849 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par l'organisme contrôlé et le partenariat auquel elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin d'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Les principaux reclassements effectués, au 31 décembre 2018, et pour l'exercice terminé à cette date, sont les suivants :

	Augmentation (diminution) \$
Financement des investissements en cours	(500 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	500 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	24 008 590	24 349 480	25 035 105			25 035 105
Compensations tenant lieu de taxes	2	472 469	470 780	499 529			499 529
Quotes-parts	3					96 000	
Transferts	4	439 214	422 800	805 877			805 877
Services rendus	5	1 152 724	1 270 400	1 227 903		267 422	1 495 325
Imposition de droits	6	2 136 087	2 823 850	3 559 590			3 559 590
Amendes et pénalités	7	522 090	348 500	425 723			425 723
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	324 432	277 000	323 568		5 602	329 170
Autres revenus	10	184 348	117 190	230 348		199 795	230 143
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	29 239 954	30 080 000	32 107 643		568 819	32 380 462
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 138 506		206 854		16 622	223 476
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	4 484 499		1 179 572			1 179 572
Autres	18	32 452		50 000			50 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	7 655 457		1 436 426		16 622	1 453 048
	21	36 895 411	30 080 000	33 544 069		585 441	33 833 510
Charges							
Administration générale	22	3 206 863	3 247 040	3 179 410	171 981		3 351 391
Sécurité publique	23	5 457 232	5 810 370	6 168 657	342 541		6 511 198
Transport	24	3 644 912	3 804 640	3 765 028	3 256 821	439 257	7 365 106
Hygiène du milieu	25	1 200 017	4 014 110	3 738 284	1 261 454		4 999 738
Santé et bien-être	26	31 497	62 250	117 355	1 312		118 667
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 443 409	3 545 530	3 803 735	216 573	276 822	4 097 130
Loisirs et culture	28	2 972 597	3 238 100	3 207 079	562 861		3 769 940
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 251 967	1 317 960	1 336 080		873	1 336 953
Effet net des opérations de restructuration	31	1 083					
Amortissement des immobilisations	32	5 160 510	5 572 740	5 813 543	(5 813 543)		
	33	26 370 087	30 612 740	31 129 171		716 952	31 550 123
Excédent (déficit) de l'exercice	34	10 525 324	(532 740)	2 414 898		(131 511)	2 283 387

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 525 324	(532 740)	2 414 898	(131 511)	2 283 387
Moins: revenus d'investissement	2	(7 655 457)	()	(1 436 426)	(16 622)	(1 453 048)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 869 867	(532 740)	978 472	(148 133)	830 339
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	5 160 510	5 572 740	5 813 543	88 100	5 901 643
Produit de cession	5	7 124		7 440	67	7 507
(Gain) perte sur cession	6	844		(2 272)	205	(2 067)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 168 478	5 572 740	5 818 711	88 372	5 907 083
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			120 048		120 048
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			120 048		120 048
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			17 861		17 861
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	23 749		25 183		25 183
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15	23 749		43 044		43 044
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 580 662)	(4 212 000)	(3 920 268)	(2 681)	(3 922 949)
	18	(3 580 662)	(4 212 000)	(3 920 268)	(2 681)	(3 922 949)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 775 232)	()	(258 545)	(20 117)	(278 662)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 251 000		900 255		900 255
Excédent de fonctionnement affecté	21	116 864	62 900			
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 018 684)	(890 900)	(944 055)		(944 055)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			3 100		3 100
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 426 052)	(828 000)	(299 245)	(20 117)	(319 362)
	26	(814 487)	532 740	1 762 290	65 574	1 827 864
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 055 380		2 740 762	(82 559)	2 658 203

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 655 457	1 436 426	16 622	1 453 048
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(101 264)	(104 027)	()	(104 027)
Sécurité publique	3	(494 589)	(132 779)	()	(132 779)
Transport	4	(4 492 966)	(2 798 540)	(33 244)	(2 831 784)
Hygiène du milieu	5	(975 529)	(1 691 408)	()	(1 691 408)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(240 640)	(480 263)	(3 495)	(483 758)
Loisirs et culture	8	(10 946 231)	(648 340)	()	(648 340)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(17 251 219)	(5 855 357)	(36 739)	(5 892 096)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(120 048)	()	(120 048)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(77 064)	(77 064)	()	(77 064)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 860 000	5 410 000		5 410 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	2 775 232	258 545	20 117	278 662
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 950 521	413 631		413 631
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	1 667 601	1 594 206		1 594 206
	18	6 393 354	2 266 382	20 117	2 286 499
	19	(6 074 929)	1 623 913	(16 622)	1 607 291
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	1 580 528	3 060 339		3 060 339

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 828 240	8 118 070	365 114
Débiteurs (note 5)	2	7 063 311	7 048 427	27 488
Prêts (note 6)	3	68 347	68 347	
Placements de portefeuille (note 7)	4	217 576	251 596	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	46 300	43 200	
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	12 223 774	15 529 640	392 602
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 298 561	3 992 207	61 332
Revenus reportés (note 12)	12	670 756	600 205	1 828
Dette à long terme (note 13)	13	50 109 555	51 320 301	6 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			
	15	55 078 872	55 912 713	69 562
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(42 855 098)	(40 383 073)	323 040
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	132 047 117	132 083 748	996 974
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18			
Stocks de fournitures	19	224 093	163 068	19 079
Autres actifs non financiers (note 17)	20	106 766	74 030	7 450
	21	132 377 976	132 320 846	1 023 503
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	4 047 871	5 474 757	281 040
Excédent de fonctionnement affecté	23	40 264	40 264	74 933
Réserves financières et fonds réservés	24	2 588 431	1 938 280	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(46 300)	(43 200)	
Financement des investissements en cours	26	(761 264)	2 299 075	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	83 561 276	82 142 197	990 570
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	89 522 878	91 937 773	1 346 543

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Rémunération	1	10 818 490	10 842 151	11 139 056	10 236 177
Charges sociales	2	2 279 820	2 226 639	2 246 836	2 108 282
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	8 624 640	8 970 556	9 081 433	5 858 233
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 306 960	1 320 360	1 320 360	1 236 064
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	26 800	15 720	16 593	16 420
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	842 270	922 944	826 944	824 236
Transferts	13	200 000	200 000	200 000	200 000
Autres	14		27 139	27 139	133 045
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	929 020	764 349	764 349	903 929
Amortissement des immobilisations	17	5 572 740	5 813 543	5 901 643	5 248 266
Autres					
- Réclamations dommages-intérêts	18	7 000	25 565	25 565	12 560
- Créances douteuses	19	5 000	205	205	1 301
-	20				
	21	30 612 740	31 129 171	31 550 123	26 778 513

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	(	)
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	) (
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 755 797	4 436 400
Excédent de fonctionnement affecté	2	115 197	90 264
Réserves financières et fonds réservés	3	1 938 280	2 588 431
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(43 200)) (	(46 300))
Financement des investissements en cours	5	2 299 075	(761 264)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	83 132 767	84 600 798
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	93 284 316	91 000 929
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 474 757	4 047 871
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	281 040	388 529
	11	5 755 797	4 436 400
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Matières résiduelles	12	40 264	40 264
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	40 264	40 264
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Réfection de piste (RARCE)	22	50 000	50 000
- Système de météo	23	24 933	
-	24		
	25	74 933	50 000
	26	115 197	90 264
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Eaux (Aqueduc et égout)	27	1 724 415	1 659 166
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 724 415	1 659 166
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	173 730	389 130
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	40 135	540 135
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	213 865	929 265
	48	1 938 280	2 588 431

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	(43 200)) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	(43 200)) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	(43 200)) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	(43 200)) (
		(46 300))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	4 689 107	3 410 554
Investissements à financer	83 (	2 390 032) (	4 171 818)
	84	2 299 075	(761 264)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	133 080 722	133 095 723
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	68 347	68 347
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	251 596	217 576
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	133 400 665	133 381 646
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	133 400 665	133 381 646
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	51 326 703) (	50 118 639)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	372 699) (	385 445)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 431 504	1 723 236
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	50 267 898) (	48 780 848)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	50 267 898) (	48 780 848)
	101	83 132 767	84 600 798

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u>2</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

Application de la Loi au régime de la Ville

La Ville participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociation depuis février 2015. À moins d'entente différente à cet effet, la Loi prévoit que des modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	46 300	38 200
Charge de l'exercice	4 (	216 100)	(168 600)
Cotisations versées par l'employeur	5	213 000	176 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>43 200</u>	<u>46 300</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	5 974 100	4 892 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	5 927 500)	(4 892 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	46 600	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(3 400)	46 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	43 200	46 300
Provision pour moins-value	12 (	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>43 200</u>	<u>46 300</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	426 000	355 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	426 000	355 800
Cotisations salariales des employés	21 (	213 000)	(179 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	()	()
	23	213 000	176 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	3 100	(2 700)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	<u>216 100</u>	<u>174 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	273 400	263 500
Rendement espéré des actifs	33 (	273 400)	(268 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(5 400)	
Charge de l'exercice	35	<u>216 100</u>	<u>168 600</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	741 100	(247 100)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(273 400)	(269 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	467 700	(516 700)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(421 100)	411 700
Prestations versées au cours de l'exercice	40	85 700	62 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	503 200	10 800
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	19	19
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,40 %	5,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,40 %	5,40 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,15 %	2,15 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées au taux de 8 % du salaire brut des employés syndiqués et d'un taux variant entre 6 % et 10 % en fonction du pourcentage de participation des employés cadres.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109	490 114	470 063
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113	<u>490 114</u>	<u>470 063</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 1

Description des régimes et autres renseignements

La charge de la Régie (RARCE) correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut des employés.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	<u>1 956</u>	<u>3 007</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>11 795</u>	<u>8 734</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	40 248	29 437
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>11 859</u>	<u>12 128</u>
	120	<u>52 107</u>	<u>41 565</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2019	2019	2019	2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	19 672 350	20 214 656	20 214 656	19 384 467
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	19 672 350	20 214 656	20 214 656	19 384 467
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 889 460	1 908 050	1 908 050	1 889 740
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	841 830	847 738	847 738	835 056
Matières résiduelles	13	893 760	922 812	922 812	804 511
Autres					
- Fosses septiques	14	78 740	79 442	79 442	77 680
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		50 869	50 869	48 532
Service de la dette	18	973 340	1 011 538	1 011 538	968 604
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	4 677 130	4 820 449	4 820 449	4 624 123
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	4 677 130	4 820 449	4 820 449	4 624 123
	27	24 349 480	25 035 105	25 035 105	24 008 590

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33				
Cégeps et universités	34	404 330	430 789	430 789	405 940
Écoles primaires et secondaires	35	66 450	68 740	68 740	66 529
	36	470 780	499 529	499 529	472 469
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	470 780	499 529	499 529	472 469
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	470 780	499 529	499 529	472 469

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	75 000	75 000	
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	140 785	140 785	
Sécurité civile	56	16 500	16 500	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	6 650		6 300
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	7 427	7 427	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			6 201
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	50 520	50 702	102 650
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	1 060	1 062	1 398
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	45 000	71 048	49 965
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			11 545
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	32 570	133 978	16 722
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	32 000	30 797	25 793
Autres	89	30 000		
Réseau d'électricité	90			
	91	197 800	527 299	220 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	150 000	150 000	150 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104		16 622	
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	(28 924)	(28 924)	33 748
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	85 778	85 778	2 954 758
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	206 854	223 476	3 138 506

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	225 000	258 454	258 454
Fonds de développement des territoires	136			225 185
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138		20 124	20 124
	139	225 000	278 578	278 578
				225 185
TOTAL DES TRANSFERTS	140	422 800	1 012 731	1 029 353
				3 584 265

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2019	2019	2019	2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	65 000	42 582	61 092
Sécurité incendie	146	583 950	575 797	508 203
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	648 950	618 379	569 295
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	648 950	618 379	569 295

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2019	2019	2019	2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	11 500	20 226	4 275
	186	11 500	20 226	4 275
Sécurité publique				
Police	187			7 332
Sécurité incendie	188	49 000	40 034	54 638
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	49 000	40 034	61 970
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	33 750	43 500	37 019
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194	15 000	13 579	19 323
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199		267 422	227 174
	200	48 750	324 501	283 516
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202	10 500	12 641	9 384
Réseaux d'égout	203			
	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	2 000	1 200	1 188
	211	12 500	13 841	10 572
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216		1 352	1 352
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	82 520	82 221	54 994
	220	82 520	83 573	54 994
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	377 930	353 104	345 838
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	250	185	365
Autres	223	39 000	41 482	49 073
	224	417 180	394 771	395 276
Réseau d'électricité				
	225			
	226	621 450	609 524	876 946
				810 603
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 270 400	1 227 903	1 495 325
				1 379 898

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	268 500	319 008	319 008	281 014
Droits de mutation immobilière	229	2 350 000	3 220 791	3 220 791	1 834 861
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231	205 350	19 791	19 791	20 212
	232	2 823 850	3 559 590	3 559 590	2 136 087
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	233	348 500	425 723	425 723	522 090
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	234				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	235	277 000	323 568	329 170	330 085
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		2 272	2 067	211 269
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		(25 183)	(25 183)	
Contributions des promoteurs	239		1 179 572	1 179 572	4 484 499
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241	113 190	39 379	39 379	139 077
Autres contributions	242		1 131	1 131	
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	4 000	262 749	262 749	78 567
	245	117 190	1 459 920	1 459 715	4 913 412
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	431 950	467 938		467 938	467 938	374 226
Greffe et application de la loi	2	400 350	641 331	17 614	658 945	658 945	600 473
Gestion financière et administrative	3	1 324 670	1 335 121	75 553	1 410 674	1 410 674	1 308 875
Évaluation	4	231 020	221 004		221 004	221 004	229 726
Gestion du personnel	5	439 620	331 041	403	331 444	331 444	601 859
Autres							
- Administration	6	419 430	182 975	78 411	261 386	261 386	222 168
-	7						
	8	3 247 040	3 179 410	171 981	3 351 391	3 351 391	3 337 327
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 157 920	4 271 822	162 123	4 433 945	4 433 945	3 938 435
Sécurité incendie	10	1 631 450	1 879 547	180 418	2 059 965	2 059 965	1 830 220
Sécurité civile	11						
Autres	12	21 000	17 288		17 288	17 288	17 573
	13	5 810 370	6 168 657	342 541	6 511 198	6 511 198	5 786 228
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 750 800	2 007 278	3 173 445	5 180 723	5 180 723	4 703 005
Enlèvement de la neige	15	1 285 010	1 305 849	69 902	1 375 751	1 375 751	1 484 017
Éclairage des rues	16	80 000	88 947	3 131	92 078	92 078	116 040
Circulation et stationnement	17	169 910	214 155	8 522	222 677	222 677	161 780
Transport collectif							
Transport en commun	18	40 190	48 845		48 845	48 845	38 521
Transport aérien	19	96 000	99 954		99 954	443 211	434 197
Transport par eau	20						
Autres	21	382 730		1 821	1 821	1 821	1 846
	22	3 804 640	3 765 028	3 256 821	7 021 849	7 365 106	6 939 406

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 034 710	1 045 437	474 029	1 519 466	1 519 466	1 358 382
Réseau de distribution de l'eau potable	24	470 320	375 936	473 969	849 905	849 905	778 447
Traitement des eaux usées	25	522 250	347 032	136 386	483 418	483 418	601 067
Réseaux d'égout	26	494 570	346 488	170 163	516 651	516 651	524 358
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	254 020	239 600		239 600	239 600	224 171
Élimination	28	157 080	168 259		168 259	168 259	175 842
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	314 650	344 953		344 953	344 953	255 626
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	233 780	264 095		264 095	264 095	321 875
Traitement	32						
Matériaux secs	33	203 990	134 540		134 540	134 540	173 722
Autres	34	58 210	55 926		55 926	55 926	46 851
Plan de gestion	35	43 020	43 016		43 016	43 016	28 026
Autres	36						
Cours d'eau	37	23 060	22 887	2 293	25 180	25 180	24 614
Protection de l'environnement	38	204 450	350 115	4 614	354 729	354 729	(2 094 591)
Autres	39						
	40	4 014 110	3 738 284	1 261 454	4 999 738	4 999 738	2 418 390
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	40 000	28 870	1 312	30 182	30 182	32 809
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	22 250	88 485		88 485	88 485	
	44	62 250	117 355	1 312	118 667	118 667	32 809
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 755 740	2 054 660	24 151	2 078 811	2 078 811	1 720 337
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	491 250	512 753	54 195	566 948	643 770	635 749
Tourisme	49	815 900	779 691	137 548	917 239	917 239	791 479
Autres	50	342 050	351 768		351 768	351 768	279 045
Autres	51	140 590	104 863	679	105 542	105 542	159 822
	52	3 545 530	3 803 735	216 573	4 020 308	4 097 130	3 586 432

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018	
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	588 400	159 869	504 030	663 899	509 095	
Patinoires intérieures et extérieures	54	815 850	947 094		947 094	870 633	
Piscines, plages et ports de plaisance	55	147 650	155 826		155 826	135 258	
Parcs et terrains de jeux	56	1 112 290	939 274		939 274	910 275	
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	42 000	3 759	3 759	3 759		
	60	2 706 190	2 205 822	504 030	2 709 852	2 425 261	
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	313 510	286 939	66	287 005	292 439	
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	218 400	714 318	58 765	773 083	706 654	
	66	531 910	1 001 257	58 831	1 060 088	999 093	
	67	3 238 100	3 207 079	562 861	3 769 940	3 424 354	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 137 760	1 157 085		1 157 085	1 073 996	
Autres frais	70	169 200	163 275		163 275	162 068	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					(5 400)	
Autres	72	11 000	15 720		15 720	21 820	
	73	1 317 960	1 336 080		1 336 953	1 252 484	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					1 083	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	5 572 740	5 813 543	(5 813 543)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Bromont

Code géographique : 46078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	638 781	638 781	553 943
Usines de traitement de l'eau potable	2	162 876	162 876	166 925
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	399 692	399 692	26 639
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 229 342	2 229 342	3 798 714
Ponts, tunnels et viaducs	7	281 847	281 847	58 214
Systèmes d'éclairage des rues	8	43 042	43 042	370 425
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	697 505	697 505	1 940 399
Autres infrastructures	11	229 594	229 594	1 303
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	157 993	157 993	452 821
Édifices communautaires et récréatifs	14	85 350	85 350	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	590 028	590 028	151 382
Ameublement et équipement de bureau	18	194 834	198 329	113 971
Machinerie, outillage et équipement divers	19	144 473	177 717	444 689
Terrains	20			9 193 833
Autres	21			
	22	5 855 357	5 892 096	17 273 258

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	478 649	478 649	170 514
Usines de traitement de l'eau potable	24	162 876	162 876	166 925
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	372 342	372 342	26 639
Autres infrastructures	27	2 956 811	2 956 811	4 334 438
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	160 132	160 132	383 429
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	27 350	27 350	
Autres infrastructures	32	524 519	524 519	1 834 617
Autres immobilisations	33	1 172 678	1 209 417	10 356 696
	34	5 855 357	5 892 096	17 273 258

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	540 134		500 000	40 134
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 163 785		953 175	9 210 610
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	38 076 929	5 410 000	2 469 775	41 017 154
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	48 780 848	5 410 000	3 922 950	50 267 898
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 507 231		258 912	1 248 319
Organismes municipaux	10	216 005		32 820	183 185
Autres tiers	11				
	12	1 723 236		291 732	1 431 504
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 723 236		291 732	1 431 504
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 723 236		291 732	1 431 504
	19	50 504 084	5 410 000	4 214 682	51 699 402
Dettes en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				)
Dettes à long terme	22	50 504 084	5 410 000	4 214 682	51 699 402

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	51 693 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 390 032
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	40 135
--	---	--------

Débiteurs	9	1 431 504
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	3 191 801
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	49 419 592
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	6 042
--	----	-------

Endettement net à long terme	17	49 425 634
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	384 177
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	49 809 811
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	49 809 811
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	189 320	180 449	180 449	173 773
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	15 830	15 827	15 827	15 977
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	40 190	40 184	40 184	38 521
Autres	10		96 000		
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	150 720	150 715	150 715	135 826
Cours d'eau	13	22 060	22 054	22 054	21 567
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17	22 250	22 248	22 248	
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	38 810	38 806	38 806	34 938
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	246 080	246 076	246 076	255 626
Autres	21	10 000	11 006	11 006	46 103
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	107 010	99 579	99 579	101 905
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	842 270	922 944	826 944	824 236



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 855 357	17 251 219
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 855 357	17 251 219

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	32,00	37,50	60 964,00	2 991 868	498 374	3 490 242
Professionnels	2						
Cols blancs	3	78,00	33,75	73 474,00	2 100 582	441 122	2 541 704
Cols bleus	4	52,00	40,00	84 623,00	2 660 334	571 898	3 232 232
Policiers	5	29,00	36,50	48 054,00	2 128 827	512 899	2 641 726
Pompiers	6	47,00	35,00	28 188,00	732 426	117 188	849 614
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	238,00		295 303,00	10 614 037	2 141 481	12 755 518
Élus	9	7,00			228 114	85 158	313 272
	10	245,00			10 842 151	2 226 639	13 068 790

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	50 702				50 702
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	1 062				1 062
Autres	16	527 864	56 854	75 000	301 249	960 967
	17	579 628	56 854	75 000	301 249	1 012 731

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 099	2 392
	4	2 099	2 392
Sécurité publique			
Police	5	8 313	9 690
Sécurité incendie	6	21 181	22 537
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	29 494	32 227
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	694 819	640 715
Enlèvement de la neige	11	5 235	5 675
Autres	12	3 491	3 925
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	703 545	650 315
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	19 666	19 316
Réseau de distribution de l'eau potable	17	235 045	239 494
Traitement des eaux usées	18	9 409	10 186
Réseaux d'égout	19	135 285	137 173
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	4 407	
Autres	25		
	26	403 812	406 169
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	44 168	47 263
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	640	657
Autres	34		
	35	44 808	47 920
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	137 147	96 229
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	15 175	16 715
Autres	38		
	39	152 322	112 944
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 336 080	1 251 967

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité	2019		2018	
	Budget	Réalisations	Réalizations	
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()	()
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales				
	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()	()
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Louis Villeneuve	92 459	19 934
Pierre Distilio	24 120	11 626
Claire Mailhot	23 717	11 425
Michel Bilodeau	23 717	11 425
Jacques Lapensée	23 931	11 532
Réal Brunelle	23 717	11 425
Marc-Édouard Larose	23 717	11 425

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 500 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2 ☐ 3 ☒ 4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 ☒ 6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 256 376 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 ☒ 9 ☐
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10 ☒ 11 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 48 402 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13 ☒ 14 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 3 220 791 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16 ☐ 17 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19 ☐ 20 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 ☒	23 ☐	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 ☐	25 ☒	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 ☐	27 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		_____ \$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 ☐	30 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		_____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 ☒	33 ☐	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		_____ 38 330 \$
b) autres formes d'aide	35		_____ \$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		_____
Facteur comparatif de 2019	37		_____
Valeur uniformisée	38		_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 2020-01-045

b) Date d'adoption de la résolution

49 2020-01-13

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?

50 ☐51 ☐

b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

52 _____

c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

53 _____

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)

54 _____

e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)

55 _____

Mesures d'encadrement

f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)

56 _____

g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :

- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)

57 _____

- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)

58 _____

h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :

- la mort

59 _____

- une blessure grave

60 _____

i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec

61 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Bromont

Code géographique : 46078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Bromont

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Bromont (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 4 mai 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	25 035 105
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 537 201
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	50 869
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>21 447 035</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	2 145 389 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>2 202 856 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>2 174 123 000</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 0 , 9 8 6 5 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Bromont

Code géographique : 46078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	21 881 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	21 881 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 892 280
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	874 120
Matières résiduelles	13	896 000
Autres		
- Écocentre	14	165 420
- Fosses septiques	15	80 370
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	982 970
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 891 160
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 891 160
	27	26 772 160

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	414 000
Écoles primaires et secondaires	8	72 580
	9	486 580

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	486 580

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	486 580

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 915 290 790	X 5 0,7600 /100\$	6 14 556 210				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 69 216 456	X 8 0,7900 /100\$	9 546 810				
Immeubles non résidentiels	10 221 545 562	X 11 1,6900 /100\$	12 3 744 120				
Immeubles industriels	13 102 371 556	X 14 2,2500 /100\$	15 2 303 360				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 44 783 962	X 20 1,0600 /100\$	21 474 710				
Immeubles agricoles	22 39 352 306	X 23 0,6500 /100\$	24 255 790				
Total			25 21 881 000	26 () 27 ()	28	29	21 881 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 () 56 ()	57	58	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X	17 /100\$	18				
Autres	19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X	23 /100\$	24				
Total				25	26 (.....	) 27 (.....	) 28	29

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X	46 /100\$	47				
Autres	48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X	52 /100\$	53				
Total				54	55 (.....	) 56 (.....	) 57	58

		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X	60 %	61	62 (.....	) 63 (.....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	2 2 6 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	1 1 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5	1 8 8 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau compteur (-80 000 mètres cubes)	0,8000	7	mètre cube
Eau compteur (+80 000 mètres cubes)	0,8500	7	mètre cube
Épuration (commerces-petites industries)	0,1500	7	mètre cube
Épuration (industries)	0,4170	7	mètre cube
908-2005 Station pompage 4 et 9	7,5400	7	unité équivalente
960-2009 Station pompage PP1	2,5200	7	unité équivalente
960-2009 Infrastructure rue Bagot	0,0003	1	unité équivalente
970-2010 Réf. aqueduc rue Papineau	7,0000	7	unité équivalente
980-2011 Réfection aqueduc 2011	29,7400	7	unité équivalente
996-2012 Réf. aqueduc rue Champlain	37,3500	7	unité équivalente
1003-2013 Réf. rue Pontiac-Iberville	17,6200	7	unité équivalente
1011-2014 Réfection rue Saguenay	16,9500	7	unité équivalente
1019-2015 Réf. rue Amos et Québec	12,9900	7	unité équivalente
1051-2017 Réf. rue Mégantic et Chambly	4,7000	7	unité équivalente

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	26 772 160
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>21 881 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	26 550

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 585 710
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>23 213 000</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 2 392 560 632

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 0 , 9 7 0 2 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	3 744 120	2 303 360		474 710	546 810	255 790
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	106 660	168 820		65 800	70 770	4 380
Autres	5	518 860	730 480			254 140	7 380
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	4 369 640	3 202 660		540 510	871 720	267 550

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	14 556 210			21 881 000
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	566 540			982 970
Autres	13	2 397 330			3 908 190
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	17 520 080			26 772 160

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	186 561 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>32 965 000 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>4 671 000 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 393 460 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Richard Joyal , atteste que le rapport financier consolidé
de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-04.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Bromont.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Bromont consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Bromont détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-03 13:34:37

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Bromont

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	29 239 954	30 080 000	32 107 643	568 819	32 380 462
Investissement	2	7 655 457		1 436 426	16 622	1 453 048
	3	36 895 411	30 080 000	33 544 069	585 441	33 833 510
Charges	4	26 370 087	30 612 740	31 129 171	716 952	31 550 123
Excédent (déficit) de l'exercice	5	10 525 324	(532 740)	2 414 898	(131 511)	2 283 387
Moins : revenus d'investissement	6 (	7 655 457) (	) (	1 436 426) (	16 622) (	1 453 048)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 869 867	(532 740)	978 472	(148 133)	830 339
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	5 160 510	5 572 740	5 813 543	88 100	5 901 643
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 580 662) (	4 212 000) (	3 920 268) (	2 681) (	3 922 949)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 775 232) (	) (	258 545) (	20 117) (	278 662)
Excédent (déficit) accumulé	12	349 180	(828 000)	(40 700)		(40 700)
Autres éléments de conciliation	13	31 717		168 260	272	168 532
	14	(814 487)	532 740	1 762 290	65 574	1 827 864
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 055 380		2 740 762	(82 559)	2 658 203

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019	2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 828 240	8 118 070	8 483 184
Débiteurs	2	7 063 311	7 048 427	7 075 915
Placements de portefeuille	3	217 576	251 596	251 596
Autres	4	114 647	111 547	114 647
	5	12 223 774	15 529 640	15 922 242
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	50 109 555	51 320 301	51 326 703
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	4 969 317	4 592 412	4 655 572
	10	55 078 872	55 912 713	55 982 275
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(42 855 098)	(40 383 073)	(40 060 033)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	132 047 117	132 083 748	133 080 722
Autres	13	330 859	237 098	263 627
	14	132 377 976	132 320 846	133 344 349
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 047 871	5 474 757	5 755 797
Excédent de fonctionnement affecté	16	40 264	40 264	115 197
Réserves financières et fonds réservés	17	2 588 431	1 938 280	1 938 280
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	(46 300)) (	(43 200)) (	(43 200)) (
Financement des investissements en cours	19	(761 264)	2 299 075	2 299 075
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	83 561 276	82 142 197	83 132 767
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	89 522 878	91 937 773	93 284 316

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Matières résiduelles	23	40 264	40 264
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	40 264	40 264
Organismes contrôlés et partenariats	33	74 933	50 000
	34	115 197	90 264
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	1 938 280	2 588 431
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	2 053 477	2 678 695

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	49 419 592
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	49 809 811

Extrait du rapport financier, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019 Total consolidé	2018 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	40 134	540 134
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	41 017 154	38 076 929
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 210 610	10 163 785
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	1 248 319	1 507 231
Autres	8	183 185	216 005
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	51 699 402	50 504 084

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018 Administration municipale	Budget 2019 Administration municipale	Réalizations 2019 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	24 008 590	24 349 480	25 035 105	25 035 105
Compensations tenant lieu de taxes	12	472 469	470 780	499 529	499 529
Quotes-parts	13				
Transferts	14	439 214	422 800	805 877	805 877
Services rendus	15	1 152 724	1 270 400	1 227 903	1 495 325
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 658 177	3 172 350	3 985 313	3 985 313
Autres	17	508 780	394 190	553 916	559 313
	18	29 239 954	30 080 000	32 107 643	32 380 462
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	3 138 506		206 854	223 476
Autres	22	4 516 951		1 229 572	1 229 572
	23	7 655 457		1 436 426	1 453 048
	24	36 895 411	30 080 000	33 544 069	33 833 510

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	3 247 040	3 179 410	171 981	3 351 391	3 351 391	3 337 327
Sécurité publique							
Police	2	4 157 920	4 271 822	162 123	4 433 945	4 433 945	3 938 435
Sécurité incendie	3	1 631 450	1 879 547	180 418	2 059 965	2 059 965	1 830 220
Autres	4	21 000	17 288		17 288	17 288	17 573
Transport							
Réseau routier	5	3 285 720	3 616 229	3 255 000	6 871 229	6 871 229	6 464 842
Transport collectif	6	136 190	148 799		148 799	492 056	472 718
Autres	7	382 730		1 821	1 821	1 821	1 846
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	2 521 850	2 114 893	1 254 547	3 369 440	3 369 440	3 262 254
Matières résiduelles	9	1 264 750	1 250 389		1 250 389	1 250 389	1 226 113
Autres	10	227 510	373 002	6 907	379 909	379 909	(2 069 977)
Santé et bien-être	11	62 250	117 355	1 312	118 667	118 667	32 809
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 755 740	2 054 660	24 151	2 078 811	2 078 811	1 720 337
Promotion et développement économique	13	1 649 200	1 644 212	191 743	1 835 955	1 912 777	1 706 273
Autres	14	140 590	104 863	679	105 542	105 542	159 822
Loisirs et culture	15	3 238 100	3 207 079	562 861	3 769 940	3 769 940	3 424 354
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 317 960	1 336 080		1 336 080	1 336 953	1 252 484
Effet net des opérations de restructuration	18						1 083
	19	25 040 000	25 315 628	5 813 543	31 129 171	31 550 123	26 778 513
Amortissement des immobilisations	20	5 572 740	5 813 543	(5 813 543)			
	21	30 612 740	31 129 171	0	31 129 171	31 550 123	26 778 513

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3